

# Document

## Les banques européennes veulent reprendre leur autonomie (30.09)

### **Reuters - 29.09**

Stimulées par le rebond des marchés d'actions, un certain nombre de banques européennes devraient imiter BNP Paribas et rembourser les aides d'Etat dont elles ont bénéficié pour ne plus être soumises à des contraintes en matière de rémunération, de crédit et de dividende.

Les banques italiennes Unicredit et Intesa Sanpaulo pourraient emboîter le pas à BNP dans la journée à l'issue de réunions de leurs conseils d'administration.

La banque suisse UBS souhaite également rompre ses attaches avec l'Etat helvétique en rachetant ses actifs toxiques détenus par la Banque nationale suisse, a annoncé son directeur général.

"Réduire l'effet "Big Brother" est clairement une priorité pour un certain nombre de banques en Europe", commente Antony Isaacs, directeur des marchés d'actions européens pour Macquarie.

Le groupe français BNP Paribas a annoncé ce mardi qu'il allait rembourser les 5,1 milliards d'euros d'actions de préférence souscrites par l'Etat français par le biais d'une augmentation de capital.

Outre Unicredit et Intesa, les banques britanniques Lloyds Banking Group et Royal Bank of Scotland songent également à lever plusieurs milliards par le biais d'augmentations de capital ou de cessions d'actifs afin de réduire la présence de l'Etat à leur capital.

Les banques européennes ont reconstitué leur trésorerie et devraient afficher un ratio Tier 1 (fonds propres "durs") de 10,1% en moyenne d'ici la fin de l'année, contre 7,5% deux ans plus tôt, d'après les estimations de Keefe, Bruyette & Woods.

Certaines banques pourraient toutefois être incitées à augmenter encore leurs fonds propres et les établissements espagnols Sabadell et Bankinter et les français Société Générale et Crédit Agricole pourraient faire l'objet d'une surveillance particulière.

### **PORTE DE SORTIE**

La semaine dernière, le bancassureur néerlandais SNS Reaal, suivant l'exemple de son concurrent Aegon, a vendu des actions pour lever des fonds. ING est désormais le seul établissement du pays à ne pas rembourser l'aide publique dont il a bénéficié il y a un an.

L'espagnol BBVA a collecté dimanche deux milliards d'euros grâce à la vente d'obligations convertibles et le norvégien DnB NOR a lancé vendredi une augmentation de capital de 2,4 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros).

Mais les banques européennes restent à la traîne de leurs concurrentes mondiales cette année en terme d'augmentations de capital, notamment après les collectes de fonds records réalisées l'an dernier.

Elles ont collecté depuis le début de l'année 47,7 milliards de dollars, ce qui représente 35% du total levé par l'ensemble des banques dans le monde, selon des données Thomson Reuters.

L'année dernière, les banques européennes ont collecté 111,4 milliards de dollars, soit 55% du total mondial, la même proportion qu'en 2007.

Le bond de 35% de l'indice DJ Stoxx du secteur bancaire européen depuis la mi-juillet montre que le marché est ouvert à des collectes de fonds, du moins pour l'instant.

Les banques ont donc l'opportunité de montrer qu'elles ont le soutien des investisseurs tout en s'affranchissant de l'aide publique et des contraintes qui y sont liées.

"Une fois que l'Etat est dans votre structure de capital, il a tendance à vouloir accroître son droit de regard sur la façon dont l'établissement est géré, il a des exigences supérieures et particulières par rapport aux demandes habituelles des fournisseurs de capitaux, donc le coût est plus élevé", explique David Williams, analyste à Fox-Pitt Kelton.

Le numéro un de la banque en Italie, Unicredit, étudie plusieurs options en vue de collecter au moins quatre milliards d'euros en lieu et place d'obligations garanties par les Etats italien et autrichien. Son conseil d'administration devrait approuver dans la journée une augmentation de capital.

Le conseil d'administration d'Intesa a également fait savoir qu'il envisageait plusieurs alternatives au plan d'aide proposé par le gouvernement.